



PRÉFET DU BAS-RHIN

DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES
Bureau de l'Environnement et des Procédures Publiques

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

du **27 MARS 2012**

portant prescriptions complémentaires
à la SOCIÉTÉ EUROPÉENNE DE STOCKAGE
Dépôt 2
Quai Jacoutot à STRASBOURG

Le Préfet du Bas-Rhin

- VU le Code de l'Environnement, livre V, titre 1er relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'environnement et notamment son article R 512-31,
- VU l'arrêté préfectoral du 18 janvier 1991 portant autorisation d'exploiter au titre des installations classées le dépôt d'hydrocarbures sis 70 quai Jacoutot,,
- VU l'arrêté préfectoral du 2 novembre 2009 prescrivant à la société SESD2 la mise en place de dispositifs techniques capables d'éviter le risque de pressurisation de bacs,
- VU l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,
- VU l'arrêté du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation,
- VU l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement,
- VU l'arrêté ministériel du 12 octobre 2011 relatif aux installations de chargement ou de déchargement desservant un stockage de liquides inflammables soumises à autorisation au titre de la rubrique 1434-2 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement,

- VU la circulaire du 29 septembre 2005 relative aux critères d'appréciation de la démarche de maîtrise des risques d'accidents susceptibles de survenir dans les établissements dits « Seveso », visés par l'arrêté du 10 mai 2000 modifié,
- VU l'étude de dangers (version 2 de juillet 2011) relative au dépôt D2 exploité par la société SES au port aux pétroles de Strasbourg,
- VU le courrier du 25 octobre 2011 de la société SES demandant un allègement des prescriptions de l'arrêté du préfectoral du 2 novembre 2009 imposant la mise en place des événements sur les bacs à toits fixes,
- VU l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables exploités dans un stockage soumis à autorisation au titre de la rubrique 1432 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement,
- VU le rapport du 16 janvier 2012 de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées,
- VU l'avis de la Commission Départementale compétente en matière d'environnement, de risques sanitaires et technologiques en date du 24/02/2012

CONSIDÉRANT que dans l'étude de dangers remise en juillet 2011, la société SES a indiqué qu'elle ne stockera plus de fioul lourd dans le plus gros bac du dépôt afin de supprimer le risque de boil over sur le bac 222,

CONSIDÉRANT qu'en supprimant le stockage d'essence dans les cuvettes 2 et 3, les distances d'effets liées aux feux de nuage des cuvettes 2 et 3 sont supprimées et n'impactent plus la société SANEST,

CONSIDÉRANT que le feu de nuage de la cuvette 1 n'impacte pas la société SANEST,

CONSIDÉRANT qu'en supprimant le stockage d'essence dans les cuvettes 2 et 3, les phénomènes dangereux d'UVCE par débordement des bacs 221, 222, 223, 231, 232, 233, 234, 235 sont supprimés,

CONSIDÉRANT que l'arrêté préfectoral du 2 novembre 2009 a imposé la mise en place des événements sur tous les bacs de stockage à toit fixe alors que l'article 15 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 relatif aux dépôts de liquides inflammable impose la mise en place des événements sur les bacs à toit fixe d'un diamètre inférieur ou égal à 20 mètres,

CONSIDÉRANT que le bac 222 a un diamètre de 42 mètres et qu'au regard de l'article 15 de l'arrêté du 3 octobre 2010 il est possible de lever les prescriptions de l'arrêté du 2 novembre 2009 imposant la mise en place des événements sur ce bac,

CONSIDÉRANT que la société SES a proposé d'agréger les boil over par cuvette et qu'il convient dans ce cas de prescrire des mesures complémentaires de réduction des risques sur la chaudière, pour garantir la probabilité du phénomène dangereux résultant,

CONSIDÉRANT que la société SES a renforcé les dispositifs de sécurité de son appontement et qu'il convient de prescrire ces mesures de maîtrise des risques par arrêté complémentaire,

CONSIDÉRANT que la société SES dispose sur le site du Port aux pétroles d'un appontement sur le site SES D2 et de deux autres appontements sur le site SES D1 (dont 1 seul est équipé pour charger/décharger de l'essence),

CONSIDÉRANT que le déplacement des moyens de chargement/déchargement essence du dépôt SESD2 vers le dépôt SESD1 constitue une réduction des risques notable et permettrait de sortir la société

SANEST des zones de mesures foncières liées au PPRT du port aux pétroles,

CONSIDERANT que l'apportement de SES D2 peut être conservé pour le chargement / déchargement de gasoil et de fioul lourd,

CONSIDERANT que les 2 apportements de la société SES D1 sont déjà autorisés pour charger / décharger de l'essence et qu'ils font partie intégrante de l'étude de dangers de la société SESD1 remise en juillet 2011 et que les phénomènes dangereux générés par les 2 apportements ont été pris en compte pour la carte d'aléas du PPRT du Port aux pétroles,

CONSIDÉRANT les termes de l'article R 512-31 du code de l'environnement,

APRÈS consultation de l'exploitant sur le projet d'arrêté préfectoral,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin,

ARRÊTE

Article 1^{er}

La SOCIETE EUROPEENNE DE STOCKAGE exploitant du dépôt pétrolier situé 70 quai Jacoutot à Strasbourg est tenue de se conformer aux dispositions décrites ci-dessous.

Article 2 : Mesures de maîtrise des risques (MMR) et mesures de maîtrise des risques instrumentées (MMRi):

2.1: Mesures de maîtrise des risques:

Les Mesures de Maîtrise des Risques (MMR), au sens de la réglementation, qui interviennent dans la cotation en probabilité et en gravité des phénomènes dangereux dont les effets sortent des limites du site doivent apparaître clairement dans une liste établie et tenue à jour par l'exploitant.

Ces mesures peuvent être techniques ou organisationnelles, actives ou passives et résultent des études de dangers. Dans le cas de chaîne de sécurité, la mesure couvre l'ensemble des matériels composant la chaîne.

Toute évolution de ces mesures fait préalablement l'objet d'une analyse de risque proportionnée à la modification envisagée. Ces éléments sont tracés et seront intégrés dans l'étude de dangers lors de sa révision.

Cette liste est intégrée dans le Système de Gestion de la Sécurité (SGS) auquel l'établissement est soumis en application de l'arrêté du 10 mai 2000 susvisé.

L'exploitant définit dans le cadre de son SGS toutes les dispositions encadrant le respect de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 susvisé, à savoir celles permettant de :

- vérifier l'adéquation de la cinétique de mise en œuvre par rapport aux événements à maîtriser ;
- vérifier leur efficacité ;
- les tester ;
- les maintenir.

Des programmes de maintenance et de tests sont ainsi définis et les périodicités qui y figurent sont explicitées en fonction du niveau de confiance retenu (et rappelé dans ces programmes). Ces opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées. Les procédures associées à ces opérations font partie intégrante du SGS

de l'établissement.

En cas d'indisponibilité d'un dispositif ou élément d'une mesure de maîtrise des risques, l'installation est arrêtée et mise en sécurité sauf si l'exploitant a défini et mis en place les mesures compensatoires dont il justifie l'efficacité et la disponibilité. De plus, toute intervention sur des matériels constituant toute ou partie d'une mesure dite « MMR » est suivie d'essais fonctionnels systématiques.

La traçabilité des différentes vérifications, tests, contrôles et autres opérations visées ci-dessus est assurée en permanence. L'exploitant tient ces restitutions à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

L'exploitant intègre dans le bilan annuel SGS une analyse globale de la mise en œuvre des mesures de maîtrise des risques identifiées dans l'étude de dangers.

Dans un délai de **3 mois**, l'exploitant communique à l'inspection des installations classées :

- la liste des MMR sus-mentionnée,
- la procédure issue de son SGS encadrant le respect de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 susvisé.

Dans un délai de **6 mois**, l'exploitant définit le programme de maintenance et de test de l'ensemble des MMR.

2.2 Mesures de maîtrise des risques instrumentées (MMRi):

Le présent article est applicable aux mesures de maîtrise des risques, c'est à dire aux ensembles d'éléments techniques et / ou organisationnels nécessaires et suffisants pour assurer une fonction de sécurité, faisant appel à de l'instrumentation de sécurité visées par l'article 4 de l'arrêté du 29 septembre 2005.

L'exploitant réalise un état initial des équipements techniques contribuant à ces mesures de maîtrise des risques faisant appel à l'instrumentation de sécurité.

A l'issue de cet état initial, il élabore un programme de surveillance des équipements contribuant à ces mesures de maîtrise des risques.

L'état initial, le programme de surveillance et le plan de surveillance sont établis soit sur la base d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement, soit sur la base d'une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration.

Par ailleurs, pour les mesures de maîtrise des risques mettant en œuvre de l'instrumentation de sécurité dont il apparaît lors de l'état initial qu'elle n'a jamais fait l'objet d'un contrôle de bon fonctionnement, un tel contrôle est réalisé avant le 30 juin 2014.

Pour les équipements contribuant aux mesures de maîtrise des risques visées par le présent article et mis en service avant le 1er janvier 2011 :

- l'état initial est réalisé avant le 31 décembre 2013,
- le programme de surveillance est élaboré avant le 31 décembre 2014.

Pour les équipements contribuant aux mesures de maîtrise des risques visées par le présent article et mis en service à compter du 1er janvier 2011, l'état initial et le programme de surveillance sont réalisées au plus tard 12 mois après la mise en service.

Article 3: Révision de l'étude des dangers

Compte tenu de la remise de l'étude de dangers en juillet 2011, et sans préjudice des éventuelles demandes de complément formulées dans le cadre de l'article R.512-31 du Code de l'Environnement, le prochain réexamen de

l'étude des dangers est à réaliser avant le 31 juillet 2016.

L'étude de dangers mise à jour sera transmise au Préfet à l'Inspection des Installations Classées (en deux exemplaires).

Elle répondra aux dispositions de l'article L.512-1 du Code de l'Environnement et de ses textes d'application, en particulier l'article R.512-9, l'article 4 de l'arrêté du 10 mai 2000 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs et l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé.

Elle prendra en compte l'ensemble de l'établissement.

L'exploitant joindra à cette étude un document comprenant une liste et un échéancier de mise en œuvre des nouvelles mesures exposées dans l'étude de dangers concourant à la réduction du risque et à l'amélioration de la sécurité au sein de l'établissement. La liste des MMR existantes mentionnée à l'article 2 sera également jointe. En cas d'évolution fondamentale des connaissances scientifiques ou du site, la révision de l'étude de dangers sera anticipée.

Par ailleurs, l'exploitant portera à la connaissance du Préfet, avec tous les éléments d'appréciation et d'analyse, tout élément important et (avant sa réalisation) toute modification de nature à entraîner un changement notable au regard de la dernière étude de dangers. Si besoin, celle-ci sera mise à jour en conséquence par l'exploitant, en particulier à la demande de l'Inspection des Installations Classées. Le cas échéant le Préfet invitera l'exploitant à déposer une nouvelle demande d'autorisation.

Article 4: Stockage de fioul lourd

Le stockage de fioul lourd dans le bac 222 est interdit.

Pour le stockage des produits susceptibles de générer des boil over classiques, la chaudière devra disposer a minima d'un système de régulation de température et de deux chaînes de sécurité indépendantes permettant de prévenir un échauffement incontrôlé et excessif du produit stocké par défaut de régulation.

Dans tous les cas, un arbre de défaillance actualisé comprenant toutes les mesures de maîtrise de risque sera transmis à l'inspection des installations classées avant stockage des produits sur le site. Il devra permettre de respecter et de vérifier les conditions décrites dans l'étude des dangers en ce qui concerne l'agrégation des boil over par cuvette.

Article 5: Stockage des essences

Au 30 juin 2014, le stockage des essences est autorisé uniquement dans la cuvette 1 du dépôt.

Article 6: Mise en place des événements sur le bac 222.

Le bac 222 d'un diamètre de 42 mètres est dispensé de la mise en place des événements imposé par l'arrêté du 2 novembre 2009.

Article 7: Report d'alarme chez SANEST et POI

Dans un délai de 6 mois, la société SES D2 réalise un report d'alarme chez la société SANEST en cas d'incident sur le site et notamment en cas de déclenchement du plan d'opération interne.

Un exercice est réalisé annuellement impliquant la société SANEST.

Dans un délai de 3 mois, l'exploitant met à jour son POI au regard de la dernière version de l'étude de dangers de juillet 2011 et établit un POI commun avec la société SANEST.

Un exemplaire papier du POI est transmis au Préfet, à l'inspection des installations classées et au SDIS dans ce même délai.

Article 8: Utilisation de l'appontement

Au **30 juin 2014**, l'utilisation de l'appontement de la société SES D2 est réservée au chargement / déchargement de de liquide inflammable de catégorie C.

Conformément aux propositions de l'étude de dangers, les mesures de maîtrise des risques suivantes sont mises en place au niveau de l'appontement pour réduire le temps d'épandage à deux minutes:

| EQUIPEMENT | ACTION SUR | | | | PHASE(S) DE TRANSFERT | |
|--|-----------------------------|--------------------------------------|--|--|-----------------------|--------------|
| | Arrêt de la pompe du bateau | Fermeture de la vanne sécurité barge | Arrêt des pompes de transfert du dépôt | Fermeture des vannes motorisées du dépôt | chargement | déchargement |
| Mise à la terre barge* jusqu'à la mise en place d'un joint isolant (cf article 16-4 AM 1434-2) | X | X | X | | X | X |
| Niveau très haut des réservoirs* (NTH) | X | X | | X | | X |
| Prise bateau n°1: niveau très haut du bateau* | | X | X | | X | |
| Prise bateau arrêt pompe barge | X | X | | | | X |
| Détection de débattement du bras marine | X | X | X | | X | X |
| AU dépôt* (appontement) | X | X | X | X | X | X |
| AU général dépôt (local électrique) | X | X | X | X | X | X |

Les équipements de sécurité accompagnés d'une astérisque* ont un fonctionnement à sécurité positive.
AU : arrêt d'urgence.

En cas de chargement, si une (au moins) des trois entrées suivantes n'est pas détectée, le chargement ne peut se faire:

- prise NTH du bateau,
- prise de terre de la barge (jusqu'à son remplacement par un joint isolant prévu avant le 1er janvier 2014)
- « AU » dépôt
- AU général
- détection de mouvement de bras.

De même pour le déchargement, si une (au moins) des trois entrées suivantes n'est pas détectée, le déchargement ne peut se faire:

- prise NTH du dépôt,
- prise de terre de la barge (jusqu'à son remplacement par un joint isolant avant le 1er janvier 2014),

- « AU » barge.
- AU général
- détection de mouvement de bras

Article 9: Sanctions

En cas de non-respect des dispositions du présent arrêté, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L 514-1 du code de l'environnement.

Article 10 – PUBLICITÉ

Conformément à l'article R 512-31 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles les prescriptions ont été prises et faisant connaître qu'une copie en est déposée aux archives de la mairie de Strasbourg et mise à la disposition de tout intéressé, sera affiché dans ladite mairie. Un extrait semblable sera inséré aux frais du pétitionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux.

Article 11 – FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté seront à la charge de la Société Européenne de Stockage.

Article 12 – DROIT DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 13 – EXÉCUTION - AMPLIATION

- Le Secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin,
- Le Maire de la ville de Strasbourg
- Le Sous-Préfet, Secrétaire général adjoint chargé de l'arrondissement chef-lieu, et de la Politique de la ville,
- Le Directeur départemental de la sécurité publique,
- Les inspecteurs des installations classées de la DREAL,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera notifiée à la SOCIÉTÉ EUROPÉENNE DE STOCKAGE.

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général Adjoint

LE PRÉFET,

David TROUCHAUD

Délais et voie de recours (article R.514-3-1 du Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement)

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après mise en service.